



## DECLARATION LIMINAIRE

CSAL DU 05/12/2023

**Lors du conseil commun de la fonction publique du 14 novembre, le ministre de la Transformation et de la Fonction publique a ouvert la séance répondant à l'exigence des organisations syndicales de nouvelles mesures générales, portant sur les salaires et la revalorisation de carrière. Il a annoncé que les mesures actées depuis 18 mois couvraient 2024 et qu'il n'envisageait pas de nouvelles mesures générales à ce stade.**

**Après avoir signifié leur désaccord face à des choix injustes, les organisations syndicales ont donc quitté la séance.**

**Pour la CGT, ces mesures ne couvrent nullement la perte de pouvoir d'achat subie par les agents de la fonction publique.**

**En cette période d'inflation galopante, l'annonce d'une année blanche est inacceptable.**

**Alors que le gouvernement exhorte les entreprises à augmenter les salaires, il ne peut continuer à accentuer le décrochage des rémunérations des agents publics, ni la perte d'attractivité de la Fonction publique.**

**À la DGFIP, la Direction Générale a choisi de diviser les agents, fracturer les collectifs, pour ne verser une prime GMBI ponctuelle qu'à 18 000 voire 20 000 agents au mieux, en 1ère ligne lors de la campagne de déclaration des locaux. Les Organisations Syndicales avaient pourtant proposé une prime socle sur laquelle la DG aurait pu abonder une prime GMBI. Mais la main tendue a été rejetée. En conséquence, les OS ont refusé de signer le volet prime.**

**Restructurations incessantes, charges accrues dues aux manques de personnels, services sous tension baignant dans un climat anxiogène, dysfonctionnements informatiques, voilà le quotidien de tous les agents de la DGFIP !**

**La DG verse donc des primes comme compensation d'une gestion désastreuse de la mise en place de GMBI, que dis-je un fiasco dirait Monsieur Fournel. Elle semble vouloir s'acquitter du ticket d'entrée du projet en posant un prix par tête: 500 €. Est-ce cela le prix du mal être, de l'extrême fatigue et de la souffrance ?**

**Diviser pour mieux régner, telle est la devise de notre direction. Les agents ne sont pas dupes et ont tout de suite pensé à la prime COVID, de triste mémoire. Le Directeur Général vous prépare à la prime au mérite...faites allégeance par loyauté et vous serez méritants...**

**En attendant les agents ne sont toujours pas sortis de la galère GMBI, car les anomalies SURF plombent leur quotidien, les taxes d'urbanismes ne sont toujours pas prises en charge par le système et le module ICAD n'a toujours pas été mis à jour à la suite de la disparition de LASCOT.**

**Au SDIF de la Haute-Vienne les e-contacts explosent tel un bouquet final du 14 juillet une douce nuit d'été.**

**De 2018 à 2022 la hausse est de +143,25 % (1528 e-contacts en 2018 contre 3717 en 2022) quand la déflagration est de + de 300 % de 2022 à 2023. (plus de 15 000 e-contacts en 2023)**

**Et que dire du contentieux lié à la THS et THLV ou encore à la TF 2023 qui continue à placer nos collègues dans l'oeil du cyclone. La lumière au bout du tunnel semble s'éloigner inéluctablement...**

**Au-delà de l'actualité inquiétante révélatrice du malaise qui se répand dans les services, nous considérons que l'administration a abordé l'ouverture de ce nouveau cycle du dialogue social sous de bien mauvais auspices.**

**Pratiquement un an pour présenter un projet de règlement intérieur. Quels qualificatifs adoptés: impréparation, manque d'anticipation. Puisse la montagne ne pas accoucher d'une souris et aboutir à un assèchement du dialogue social par un tarissement des droits syndicaux des représentants des personnels et par contrecoup à un affaiblissement voire à une déperdition des droits de tous les agents.**

**Et que dire de la pensée unique que l'on tente de vous imposer. « Je vous dirais ce qui est bien pour vous » déclament nos directions. Déshumanisation, non-épanouissement au travail, désintégration des collectifs...Et pourtant, le télétravail contraint, imposé, le développement des flex-office, dont les agents ne veulent pas, ne sont pas les solutions miracles vantées par nos directions.**

**Devant cette attitude de mépris et de défiance et face aux décisions prises par le Directeur Général et vous-même, il va être difficile de garder la confiance des agents, dont vous avez la responsabilité, tant au niveau national qu'au niveau local. La CGT Finances Publiques veut des actes forts au bénéfice de l'ensemble des personnels. « La parole est belle mais l'action est suprême » elle devient surtout urgente.**